

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2010 — 444

[2010/200476]

21 JANVIER 2010. — Arrêté du Gouvernement wallon portant diverses modifications relatives à la procédure fiscale wallonne en matière de redevance télévision, d'eaux et d'éco-bonus

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 13 juillet 1987 relative aux redevances radio et télévision, les articles 24, 26 et 28 modifiés par le décret du 27 mars 2003, par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 10 décembre 2009;

Vu le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, les articles 2, modifié par le décret du 17 janvier 2008, par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 10 décembre 2009, les articles 31, 35 à 52bis et 58 à 62, modifiés par le décret du 17 janvier 2008, par le décret du 30 avril 2009 et par le décret du 10 décembre 2009;

Vu le décret du 17 janvier 2008 portant création d'un éco-bonus sur les émissions de CO₂ par les véhicules automobiles des personnes physiques, l'article 16, § 2, alinéa 1^{er};

Vu la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, les articles D 2, 51°, D 264, alinéa 2, et D 298, alinéa 3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 février 2005 relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires et agents chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions légales en matière de redevances radio et télévision;

Vu la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les articles R 321 à R 389;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 décembre 2009;

Vu l'avis n° 47.579/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 janvier 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis n° 2010/CCE.954-A.194 rendu le 11 janvier 2010 par la Commission consultative de l'Eau;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision*

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, 3°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 relatif aux redevances radio et télévision, les mots "le service de perception de la redevance radio et télévision intégré au sein de la cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne" sont remplacés par les mots "la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie".

Art. 2. A l'article 4 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "le fonctionnaire dirigeant adjoint du service" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction,";

2° à l'alinéa 2, les mots "le fonctionnaire dirigeant du service" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction,";

3° l'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

"Le fonctionnaire chargé de recevoir les réclamations et de statuer sur celles-ci en vertu de l'article 28, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 5, de la loi du 13 juillet 1987, dont question également à l'article 28, § 3, de cette même loi en ce qui concerne le traitement des réclamations, est le directeur du contentieux de la fiscalité spécifique du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui, ou encore, en cas d'absence de ces derniers, le fonctionnaire désigné par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.";

4° l'alinéa 4 est remplacé par la disposition suivante :

"Le fonctionnaire chargé d'accuser réception des demandes de dégrèvement et d'accorder le dégrèvement des surtaxes en vertu de l'article 28, § 2, de la loi du 13 juillet 1987, dont question également à l'article 28, § 3, de cette même loi en ce qui concerne le traitement des demandes de dégrèvement, est le directeur du contentieux de la fiscalité spécifique du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire de niveau 1 délégué par lui, ou encore, en cas d'absence de ces derniers, le fonctionnaire désigné par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.".

Art. 3. A l'article 5, alinéa 2, du même arrêté, à l'alinéa 2, les mots "le fonctionnaire dirigeant du service" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département du Recouvrement du service ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction,".

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 février 2005 relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires et agents chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions légales en matière de redevances radio et télévision*

Art. 4. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 février 2005 relatif à la carte de légitimation des fonctionnaires et agents chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions légales en matière de redevances radio et télévision, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"La désignation des fonctionnaires de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, ci-après dénommé "le Service de perception de la redevance radio et télévision", chargés de rechercher et constater les infractions aux dispositions relatives aux redevances radio et télévision est attestée par une carte de légitimation signée par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité spécifique de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou par le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ci-après dénommé "le fonctionnaire dirigeant du Service", prouvant leur qualité d'officier de police judiciaire.".

CHAPITRE III. — *Modifications au Livre II du Code de l'Environnement*

Art. 5. A l'article D 2, 51°, de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie" sont remplacés par les mots "du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie".

Art. 6. A l'article D 264 de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie".

Art. 7. A l'article D 298, alinéa 2, de la partie décrétable du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie".

Art. 8. A l'article R 341, § 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui," sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui,";

2° à l'alinéa 2, les mots "de l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou du fonctionnaire délégué par lui," sont remplacés par les mots "de l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou du fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou du fonctionnaire délégué par lui,".

Art. 9. A l'article R 345 de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

"Les extraits et documents que le distributeur est tenu de faire parvenir à la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie ou à la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie sont établis sur support informatique, sauf dérogation accordée par la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, Département de l'Environnement et de l'Eau, du Service public de Wallonie, par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.";

2° à l'alinéa 2, les mots "l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie" sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie et l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou les fonctionnaires qui exercent ces fonctions".

Art. 10. A l'article R 347, alinéa 2, de la partie réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement, les mots "par l'inspecteur général du Département de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui" sont remplacés par les mots "par l'inspecteur général du Département de la Fiscalité immobilière et environnementale de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou par le fonctionnaire délégué par lui".

CHAPITRE IV. — *Modifications à l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne*

Art. 11. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2009 portant diverses modifications à la procédure fiscale wallonne, sont apportées les modifications suivantes :

1° au premier tiret, les mots "le membre du personnel de la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, qui est désigné par le Ministre," sont remplacés par les mots "l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction, ou le fonctionnaire délégué par lui";

2° au deuxième tiret, les mots "le membre du personnel de niveau 1 de la Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne, qui est désigné par le fonctionnaire dirigeant de cette Cellule administrative transitoire pour la gestion de la fiscalité wallonne" sont remplacés par les mots "le membre du personnel de niveau 1 de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie, qui est désigné par l'inspecteur général du Département du Recouvrement de la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie ou le fonctionnaire qui exerce cette fonction.".

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur au jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception :

- des articles 1^{er} à 5, 9 et 11, qui produisent leurs effets au 1^{er} juillet 2009;
- des articles 6 à 8 et 10, qui produisent leurs effets au 1^{er} janvier 2010.

Art. 13. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 janvier 2010.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2010 — 444

[2010/200476]

21. JANUAR 2010 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung verschiedener Abänderungen bezüglich des wallonischen steuerlichen Verfahrens in Sachen Fernsehgebühren, Wasser und Ökobonus

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 13. Juli 1987 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren, insbesondere der durch das Dekret vom 27. März 2003, das Dekret vom 30. April 2009 und das Dekret vom 10. Dezember 2009 abgeänderten Artikel 24, 26 und 28;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere des Artikels 2, abgeändert durch das Dekret vom 17. Januar 2008, das Dekret vom 30. April 2009 und das Dekret vom 10. Dezember 2009, der Artikel 31, 35 bis 52*bis* und 58 bis 62, abgeändert durch das Dekret vom 30. April 2009 und durch das Dekret vom 10. Dezember 2009;

Aufgrund des Dekrets vom 17. Januar 2008 zur Einführung eines Ökobonus auf die CO₂-Emissionen durch die Kraftfahrzeuge der natürlichen Personen, insbesondere des Artikels 16, § 2, Absatz 1;

Aufgrund des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel D 2, 51°, D 264, Absatz 2 und D 298, Absatz 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 2005 über die Legitimationskarte der Beamten und Bediensteten, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die gesetzlichen Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind;

Aufgrund des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches, insbesondere der Artikel R 321 bis R 389;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren;

Aufgrund des am 8. Dezember 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 10. Dezember 2009 abgegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 5. Januar 2010 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 47.579/2 des Staatsrats;

Aufgrund des am 11. Januar 2010 durch den Beratungsausschuss für Wasser abgegebenen Gutachtens Nr. 2010/CCE 954-A. 194;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren*

Artikel 1 - In Artikel 1, 3° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. April 2003 über die Rundfunk- und Fernsehgebühren werden die Wörter "die innerhalb der für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens übergangsweise geschaffenen Verwaltungseinheit eingegliederte Dienststelle, die mit der Erhebung der Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt ist" durch die Wörter "die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "den stellvertretenden leitenden Beamten der Dienststelle" durch die Wörter "den Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle oder den Beamten, der dieses Amt ausübt," ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter "den leitenden Beamten der Dienststelle" durch die Wörter "den Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle oder den Beamten, der dieses Amt ausübt," ersetzt.

3° Absatz 3 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Bei dem Beamten, der gemäß Artikel 28, § 1, Absätze 1 und 5 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 beauftragt ist, die Beschwerden entgegenzunehmen und über diese Beschwerden zu beschließen, der ebenfalls in Artikel 28, § 3 desselben Gesetzes bezüglich der Behandlung der Beschwerden erwähnt wird, handelt es sich um den Direktor der Streitsachen der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle oder um den Beamten, der dieses Amt ausübt, oder um den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1, oder aber, wenn Letztere abwesend sind, um den durch den Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle bezeichneten Beamten, oder um den Beamten, der dieses Amt ausübt.";

4° Absatz 4 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Bei dem Beamten, der gemäß Artikel 28, § 2 des Gesetzes vom 13. Juli 1987 beauftragt ist, den Empfang der Anträge auf Ermäßigung oder Erlass zu bestätigen und einen Nachlass wegen Überbesteuerung zu gewähren, und der ebenfalls in Artikel 28, § 3 desselben Gesetzes bezüglich der Behandlung der Anträge auf Ermäßigung oder Erlass erwähnt wird, handelt es sich um den Direktor der Streitsachen der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle oder um den Beamten, der dieses Amt ausübt, oder um den von ihm bezeichneten Bediensteten der Stufe 1, oder aber, wenn Letztere abwesend sind, um den durch den Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der Dienststelle bezeichneten Beamten, oder um den Beamten, der dieses Amt ausübt."

Art. 3 - In Artikel 5, Absatz 2 desselben Erlasses werden in Absatz 2 die Wörter "den leitenden Beamten der Dienststelle" durch die Wörter "den Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der Dienststelle oder durch den dieses Amt ausübenden Beamten" ersetzt.

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 2005 über die Legitimationskarte der Beamten und Bediensteten, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die gesetzlichen Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind

Art. 4 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Februar 2005 über die Legitimationskarte der Beamten und Bediensteten, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die gesetzlichen Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind, wird Absatz 1 gestrichen und durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Bezeichnung der Bediensteten der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie, nachstehend "die Dienststelle für die Erhebung der Rundfunk- und Fernsehgebühren" genannt, die mit der Aufspürung und der Feststellung der Verstöße gegen die Bestimmungen in Sachen Rundfunk- und Fernsehgebühren beauftragt sind, wird durch eine Legitimationskarte, die durch den Generalinspektor der Abteilung zweckgebundene Besteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder durch den Beamten, der dieses Amt ausübt, nachstehend "den leitenden Beamten der Dienststelle" genannt, unterzeichnet wird, und die ihre Eigenschaft als Offizier der Gerichtspolizei beweist, bescheinigt."

KAPITEL III — Abänderungen des Buches II des Umweltgesetzbuches

Art. 5 - In Artikel D 2, 51° des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel D 264 des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel D 298, Absatz 2 des dekretalen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie" ersetzt.

Art. 8 - In Artikel R 341, § 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "der Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" durch die Wörter "der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt.

2° in Absatz 2 werden die Wörter "des Generalinspektors der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie oder des Beamten, der dieses Amt ausübt, oder des von ihm beauftragten Beamten," durch die Wörter "des Generalinspektors der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder des Beamten, der dieses Amt ausübt, oder des von ihm beauftragten Beamten," ersetzt.

Art. 9 - In Artikel R 345 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 1 wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Auszüge und Unterlagen, die die Versorgungsgesellschaft der operativen Generaldirektion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt", Abteilung Umwelt und Wasser des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie übermitteln muss, sind auf Datenträger zu erstellen, außer wenn die operative Generaldirektion "Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt", Abteilung Umwelt und Wasser des öffentlichen Dienstes der Wallonie, der Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder aber der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, eine Abweichung gewährt.;"

2° in Absatz 2 werden die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie und dem Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder den Beamten, die diese Ämter ausüben," ersetzt.

Art. 10 - In Artikel R 347, Absatz 2 des verordnungsrechtlichen Teils des Buches II des Umweltgesetzbuches werden die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Finanzverwaltung der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des Öffentlichen Dienstes der Wallonie

oder dem dieses Amt ausübenden Beamten oder dem von ihm beauftragten Beamten" durch die Wörter "dem Generalinspektor der Abteilung Immobilien- und Umweltbesteuerung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder dem dieses Amt ausübenden Beamten oder dem von ihm beauftragten Beamten" ersetzt.

KAPITEL IV — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren*

Art. 11 - In Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2009 zur Einführung verschiedener Abänderungen am wallonischen steuerlichen Verfahren werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° im ersten Strich werden die Wörter "das vom Minister bezeichnete Mitglied des Personals der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens" durch die Wörter "der Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder der Beamte, der dieses Amt ausübt, oder der von ihm beauftragte Beamte" ersetzt.

2° im zweiten Strich werden die Wörter "das Mitglied der Stufe 1 des Personals der vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens, das vom leitenden Beamten dieser vorläufigen administrativen Zelle für die Verwaltung des wallonischen Steuerwesens der Einnehmer bezeichnet wird" durch die Wörter "das Mitglied der Stufe 1 des Personals der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie, der von dem Generalinspektor der Abteilung Beitreibung der operativen Generaldirektion Steuerwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie oder von dem Beamten, der dieses Amt ausübt, der Einnehmer bezeichnet wird" ersetzt.

KAPITEL V. — *Inkrafttreten*

Art. 12 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft, mit Ausnahme :

- der Artikel 1 bis 5, 9 und 11, die am 1. Juli 2009 wirksam werden;
- der Artikel 6 bis 8 und 10, die am 1. Januar 2010 wirksam werden.

Art. 13 - Der Minister für Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. Januar 2010

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2010 — 444

[2010/200476]

21 JANUARI 2010. — Besluit van de Waalse Regering houdende verscheidene wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure inzake het kijkgeld, water en de ecobonus

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 13 juli 1987 betreffende het kijk- en luistergeld, de artikelen 24, 26 en 28 gewijzigd bij het decreet van 27 maart 2003, het decreet van 30 april 2009 en het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de waalse gewestelijke belastingen, op de artikelen 2, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, het decreet van 30 april 2009 en het decreet van 10 december 2009, de artikelen 31, 35 tot 52bis en 58 tot 62, gewijzigd bij het decreet van 17 januari 2008, door het decreet van 30 april 2009 en door het decreet van 10 december 2009;

Gelet op het decreet van 17 januari 2008 houdende invoering van een ecobonus op de CO₂-emissies van de autovoertuigen van natuurlijke personen, inzonderheid op artikel 16, § 2, eerste lid;

Gelet op het decreetgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikelen D 2, 51°, D 264, lid 2, en D 298, lid 3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 februari 2005 betreffende de legitimatiekaart van de ambtenaren en de beambten die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op de wetbepalingen inzake kijk- en luistergeld;

Gelet op het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, inzonderheid op artikelen R 321 tot R 389;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 8 december 2009;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 10 december 2009;

Gelet op advies nr. 47.579/2 van de Raad van State, gegeven op 5 januari 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 2010/CCE.954-A.194, gegeven op 11 januari 2010 door de "Commission consultative de l'Eau" (Commissie van Advies voor Water);

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld*

Artikel 1. In artikel 1, 3°, van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 betreffende het kijk- en luistergeld worden de woorden "de dienst inning van het kijk- en luistergeld, geïntegreerd in de bestuurscel voor de overgang in het beheer van de Waalse belastingen" vervangen door de woorden "het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 2. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in het eerste lid worden de woorden "de leidend adjunct-ambtenaar van de dienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent,";

2° in lid 2 worden de woorden "de leidend ambtenaar van de dienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent,";

3° lid 3 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De ambtenaar die ermee belast is de bezwaarschriften te ontvangen en erover te beslissen krachtens artikel 28, § 1, leden 2 en 5, van de wet van 13 juli 1987, waarvan er ook sprake is in artikel 28, § 3, van deze wet betreffende de behandeling van bezwaar, is de directeur geschillen van de specifieke fiscaliteit van het Departement Specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar van niveau 1, ofwel, in geval van afwezigheid van laatstgenoemden, de ambtenaar aangewezen door de inspecteur-generaal van het Departement specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent.";

4° lid 4 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De ambtenaar die ermee belast is de aanvragen tot ontheffing te ontvangen en de ontheffing van de bijtaksen toe te kennen krachtens artikel 28, § 2, van de wet van 13 juli 1987, waarvan er ook sprake is in artikel 28, § 3, van deze wet betreffende de behandeling van de aanvragen tot ontheffing, is de directeur van de geschillen van de specifieke fiscaliteit van het Departement Specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar van niveau 1, ofwel, in geval van afwezigheid van laatstgenoemden, de ambtenaar aangewezen door de inspecteur-generaal van het Departement Specifieke Fiscaliteit van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent."

Art. 3. In artikel 5, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "de leidend ambtenaar van de dienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van de dienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent,".

HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 24 februari 2005 betreffende de legitimatiekaart van de ambtenaren en de beambten die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op de wetsbepalingen inzake kijk- en luistergeld

Art. 4. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 24 februari 2005 betreffende de legitimatiekaart van de ambtenaren en de beambten die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op de wetsbepalingen inzake kijk- en luistergeld wordt het eerste lid door de volgende bepaling vervangen :

"De aanwijziging van ambtenaren van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst, hierna genoemd "de dienst inning van het kijk- en luistergeld" die belast zijn met de opsporing en de vaststelling van de inbreuken op de bepalingen inzake kijk- en luistergeld wordt bevestigd door een legitimatiekaart ondertekend door de inspecteur-generaal van het Departement Specifieke Fiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent, hierna genoemd "de leidend ambtenaar van de dienst", waarbij hun hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie bewezen wordt."

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in Boek II van het Milieuwetboek

Art. 5. In artikel D 2, 51°, van het decreetgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek worden de woorden "van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 6. In artikel D 264, van het decreetgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement van de Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 7. In artikel D 298, lid 2, van het decreetgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek worden de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst".

Art. 8. In artikel R 341, § 2, van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid worden de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar" vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of door de door hem afgevaardigde ambtenaar,";

2° in het tweede lid worden de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar," vervangen door de woorden "door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar,"

Art. 9. In artikel R 345, van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° lid 1 wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De uittreksels en documenten die de verdeler moet doen toekomen aan het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water, van de Waalse Overheidsdienst of aan het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst worden via een elektronische drager overgemaakt, behoudens afwijking verleend door het Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Departement Leefmilieu en Water van de Waalse Overheidsdienst, door de inspecteur-generaal van

het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaar die dit ambt uitoefent.”;

2° in het tweede lid worden de woorden “de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst” vervangen door de woorden “de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst en de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of door de ambtenaren die deze ambten uitoefenen”.

Art. 10. In artikel R 347, lid 2, van het regelgevende deel van Boek II van het Milieuwetboek worden de woorden “door de inspecteur-generaal van het Departement Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent of door de door hem afgevaardigde ambtenaar” vervangen door de woorden “door de inspecteur-generaal van het Departement Onroerende en Milieufiscaliteit van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of door de door hem afgevaardigde ambtenaar”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure*

Art. 11. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2009 houdende verschillende wijzigingen betreffende de Waalse fiscale procedure worden de volgende bepalingen aangebracht :

1° in het eerste gedachtenstreepje worden de woorden “het door de Minister aangewezen personeelslid van de voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit” vervangen door de woorden “de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent, of de door hem afgevaardigde ambtenaar”;

2° in het tweede gedachtenstreepje worden de woorden “het door de leidende ambtenaar van de voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit aangewezen personeelslid van niveau 1 van deze voorlopige administratieve Cel voor het beheer van de Waalse fiscaliteit” vervangen door de woorden “het door de inspecteur-generaal van het Departement Invordering van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst aangewezen personeelslid van niveau 1 van het Operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst of de ambtenaar die dit ambt uitoefent”.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van :

- de artikelen 1 tot 5, 9 en 11, die uitwerking hebben op 1 juli 2009;
- de artikelen 6 tot 8 en 10, die uitwerking hebben op 1 januari 2010.

Art. 13. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 januari 2010.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2010 — 445

[C – 2010/31026]

3 DECEMBRE 2009. — Arrêté 2009/1396 du Collège de la Commission communautaire française relatif à la quatrième phase des mesures prévues dans le cadre de l'accord avec le non-marchand conclu en 2000, pour les associations ayant conclu une convention spécifique ou un contrat régional de cohésion sociale avec la Commission communautaire française

Le Collège,

Vu le Décret du 18 décembre 2008 contenant le budget général des dépenses de la Commission communautaire française pour l'année budgétaire 2009;

vu l'inscription à l'allocation de base 22.20.00.01 d'un crédit destiné à des dépenses de toute nature relatives à l'application de l'accord avec le non-marchand au secteur de la cohésion sociale;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 26 novembre 2009

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget;

Considérant que le Collège de la Commission communautaire française a conclu des contrats communaux et régionaux de cohésion sociale, et au sein des contrats communaux des conventions spécifiques avec les associations, à partir du 1^{er} janvier 2006;

Considérant que la déclaration de politique générale de la Commission communautaire française prévoit un alignement progressif du secteur de la cohésion sociale aux barèmes et avantages de l'accord conclu avec le non-marchand en 2000;